
L'EMPLOI ET LA PROTECTION SOCIALE SE SONT TES DROITS.

QU'ON NE TE LES PRENNE PAS!

LA GRÈVE GÉNÉRALE DU 20 JUIN est nécessaire et inévitable, elle représente l'expression du refus définitif de la part des travailleurs de ce pays, face aux intentions du Gouvernement, qui de toute évidence, veut supprimer les droits du travail et réduire les prestations chômage. Elle représente aussi un profond rejet face aux déclarations du Gouvernement et son Président qui culpabilise les chômeurs de leur situation involontaire, alors qu'ils sont déjà victimes de leur propre situation.

La GRÈVE GÉNÉRALE est aussi une mobilisation contre le licenciement facile, bon marché et facultatif, qui estompe la distinction entre licenciement justifié et licenciement injustifié, tout en éliminant les salaires de compensations. C'est une mobilisation contre le fait que les entreprises voient renforcé leur arbitrarité et contre la rupture du pacte de l'Accord Interconfédéral pour la Stabilité de l'Emploi: renforcer la stabilité et réduire les emplois précaires. C'est aussi une mobilisation contre l'incompatibilité du chômage et l'indemnité des travailleurs qui, après une longue vie de travail, souffrent les restructurations de la part des entreprises pour aboutir finalement au licenciement, ce qui produit un énorme impact sur l'étude comptable de leurs pensions.

La GRÈVE GÉNÉRALE est une mobilisation contre le changement de la nature juridique des allocations chômage, contre l'intention de les transformer en "concession administrative", devant être attribuées et maintenues gratuitement, ce qui en Espagne et dans toute l'Europe est un droit subjectif du travailleur, qui, au préalable a cotisé. L'on prétend, de plus, soumettre les percepteurs des allocations aux exigences facultatives énoncées par l'Administration au travers de la souscription obligatoire d'un soi-disant "compromis de l'activité" et l'obligation d'accepter n'importe quel emploi, sous peine de perdre les allocations.

La GRÈVE GÉNÉRALE est une mobilisation contre le manque de protection et la précarité des contrats, tels que celui d'insertion ou le contrat intérimaire spécifique espagnol qu'ils prétendent instaurer, où la prestation chômage est totalement abolie. Cette précarité ne fait qu'augmenter celle qui a déjà été imposée par le Gouvernement avec sa Réforme du Marché du Travail en 2001.

La GRÈVE GÉNÉRALE est une mobilisation contre ce qui pourrait arriver si le droit au chômage pour les travailleurs éventuels du secteur agricole disparaîtrait peu à peu. Ces mesures pourraient produire des conséquences très graves des zones rurales de Andalucía et Extremadura et les conditions de vie des travailleurs. D'autre part, prétendre changer le droit du chômage par un système contributif d'impossible accès, étant donnée la précarité de ce secteur productif, et même discriminatoire face au reste des travailleurs, ne résout pas les problèmes d'énorme manque de protection des travailleurs agricoles du pays.

La GRÈVE GÉNÉRALE est aussi une mobilisation de toute la société pour exiger au Gouvernement, ainsi que des secteurs les plus rétrogrades du monde de l'entreprise, un changement d'orientation par rapport à son pari, sur un modèle de production qui base la compétitivité économique sur la précarité et des coûts de

travail minimum, sur le pouvoir arbitraire de l'entrepreneur et la dégradation des conditions de travail, de santé et de sécurité des travailleurs.

La GRÈVE GÉNÉRALE réclame un modèle productif de qualité, au même niveau que la responsabilité avec laquelle les travailleurs font leurs demandes salariales, fondé sur l'amélioration de la formation et sur la participation, sur le renforcement de la recherche, du développement et de l'innovation (I+D+i), pour améliorer l'organisation et la qualité du travail.

Elle montre aussi le refus face à la ségrégation et le contrôle du système éducatif qui, comme dans le cas de la LOU et la Loi de Qualité de l'Enseignement, qui empêchent l'autonomie universitaire et une plus ample mobilité sociale, ce qui va entraîner une société moins ouverte et idéologiquement plus contrôlée.

La GRÈVE GÉNÉRALE est donc une mobilisation contre une politique et une philosophie qui encourage le démantèlement progressif et tenace des piliers du modèle social européen, fondé sur un ensemble de droits auxquels les citoyens ne peuvent renoncer. Dans ce sens, les fonctionnaires qui, jour à jour, garantissent son fonctionnement, doivent être traités avec respect par les gouvernants. Ceux-ci ne peuvent continuer d'ignorer la justice de leurs revendications salariales et de travail, ni mépriser le droit à la négociation collective qui les protège, alors qu'ils sont malgré tout usurpées à maintes reprises.

La GRÈVE GÉNÉRALE prétend atteindre les objectifs que les organisations syndicales revendiquent constamment, aussi bien pour améliorer et renforcer les allocations chômage (quatre personnes sur dix au chômage ne percevrait aucune allocation) autant pour les modalités contributives comme d'assistance, que pour offrir de véritables chances d'avoir un emploi par le biais des Services Publics de l'Emploi modernes et efficaces. Revendications que le Gouvernement a négligé systématiquement.

Le plein emploi et la protection des personnes qui, malgré leur besoin et volonté de travail se trouvent au chômage, sont des raisons de poids pour **la GRÈVE GÉNÉRALE**. C'est une grève générale qui défend les droits des moins favorisés, et non une grève corporative. Une grève qui défend un objectif, avec l'appui de la majorité de la société espagnole, pour avancer, converger avec l'Europe en matière de justice et de cohésion sociale dans les meilleures conditions de vie et de travail.

Les mesures du Gouvernement représentent, de plus, un nouvel outrage à la réforme fiscale où l'intérêt électoral l'emporte sur l'intérêt général, où ceux qui ont plus payent moins, et, face à la hausse des prix et des impôts indirects, le Gouvernement veut une modération des salaires, tandis que la qualité des services publics se détériore chaque fois plus.

Le Gouvernement espagnol prétend imposer des baisses de salaires et des conditions de travail qui font en sorte que l'équilibre de la croissance économique et la cohésion sociale annoncé publiquement au sommet de Lisbonne et ratifié à Barcelone, a été miné par la Présidence espagnole du Conseil Européen. Dans ce sens, **la GRÈVE GÉNÉRALE** est une mobilisation contre l'irresponsabilité qui attaque violemment le consensus du modèle social européen, et qui est en vigueur face à toutes les alternatives qui n'ont offert aucune solution à l'ensemble des problèmes posés par les citoyens.

Pour toutes ces raisons et parce que, face à l'exercice de responsabilité que les syndicats exercent (avec une attitude de négociation qui ne peut être mise en question par aucune personne bien intentionnée) on reçoit en contrepartie des attitudes d'autoritarisme et de manque de respect, nous lançons un appel à tous les

travailleurs, à tous les étudiants, à tous les professeurs et fonctionnaires du pays afin de diffuser ces objectifs et participer à la grande mobilisation de **la GRÈVE GÉNÉRALE DU 20 JUIN.**

- » » Pour la suppression des mesures qui baissent la protection chômage et prétendent un licenciement plus libre et moins cher.
- » » Pour de meilleures allocations chômage.
- » » Pour une qualité du plein emploi, sûr et avec des droits.
- » » Pour le respect des revendications et la négociation collective des fonctionnaires.
- » » Pour une qualité réelle de l'enseignement pour tous.
- » » Pour un modèle social qui conjugue croissance et cohésion sociale.

**L'EMPLOI ET LA PROTECTION SOCIALE
SE SONT TES DROITS.**

QU'ON NE TE LES PRENNE PAS!